

**MINISTÈRE  
DE  
L'ENVIRONNEMENT**  
-----

Luxembourg, le

**14 NOV. 1995**

Autorisation N° : 3/95/1141

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,**

Vu la demande du 1<sup>er</sup> septembre 1995, présentée par Monsieur Ferd Brosius, 25, rue des Jardins, L-7782 Bissen, aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir installer et exploiter un silo horizontal à fourrages verts sur un fonds sis à Bissen et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section A des Forges, sous le N°1397/2719;

Vu la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et notamment

- l'article 3 stipulant qu'il n'y a pas lieu de recourir à la procédure commodo et incommodo;
- l'article 16 dont il relève que des conditions spéciales pour la protection de l'environnement peuvent être retenues.

Vu le règlement grand-ducal du 18 mai 1990 tel que modifié par règlement grand-ducal du 9 novembre 1993 déterminant la liste et le classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

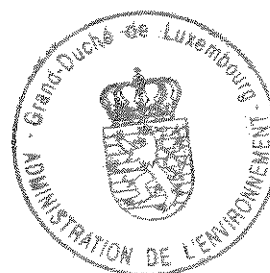
Vu le règlement grand-ducal du 8 juillet 1981 fixant les prescriptions générales pour l'établissement des silos à fourrages verts;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

**A R R Ê T E:**

**Article 1er:** L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:



## I) Elément autorisé:

1) Est autorisé l'élément suivant:

Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation	Numéro de nomenclature	classe
- un silo à fourrages verts	353	3

## II) Modalités d'application:

1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément à la demande du 1<sup>er</sup> septembre 1995 et aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions de la présente autorisation.

2) Sauf indication contraire, les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement doivent être tenus à disposition des autorités compétentes auprès de l'entreprise pendant un délai de cinq ans.

3) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la salubrité et de la commodité, par rapport au public, au voisinage, ainsi qu'à l'environnement humain et naturel.

4) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois.

5) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension ou toute transformation de l'établissement.

6) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

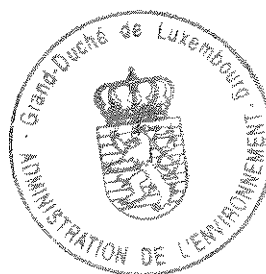
7) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.

8) Toute cessation d'activité, même partielle, doit être déclarée aux autorités compétentes.

9) Les installations seront construites et entretenues selon les règles de l'art et en respect avec les normes de sécurité en vigueur.

10) L'exploitant est tenu de maintenir les installations et ses alentours dans un état adéquat de propreté.

11) Les constructions devront s'intégrer aussi bien que possible dans l'environnement existant. Le cas échéant, l'intégration dans le paysage de l'établissement doit se faire conformément aux exigences de l'Administration des Eaux et Forêts.



12) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule.

13) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

### III) Conditions concernant le silo à fourrages verts:

1) D'une manière générale, le silo à fourrages verts sera établi de manière à empêcher l'incommodation du voisinage par les mauvaises odeurs ainsi que la pollution de l'environnement.

2) Il est interdit de laisser s'écouler le jus d'ensilage directement ou indirectement dans un cours d'eau ou dans la canalisation publique.

3) L'installation de silos à fourrages verts est interdite à moins de 20 mètres des locaux habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public et à moins de 5 mètres du terrain voisin sauf accord écrit entre les parties concernées.

4) Le sol et les parois intérieures du silo seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

5) La construction du silo se fera de manière à ce que le jus d'ensilage éventuellement produit puisse être collecté. Ce liquide est à déverser de préférence dans la citerne à purin ou à lisier. Dans le cas où cela n'est pas possible, le jus d'ensilage devra être recueilli dans un réservoir spécial dont la capacité sera de l'ordre de 10 litres par m<sup>3</sup> la capacité de silo. Ce réservoir, muni d'un couvercle, doit être parfaitement étanche et dépourvu de trop-plein; il doit être vidé en temps utile et ne devra en aucun cas déborder. Le jus d'ensilage pourra être épandu sur les champs.

6) L'épandage est interdit à proximité des habitations et sur les terrains situés dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources et des captages d'eau et à moins de 10 mètres des cours d'eau et à moins de 50 mètres des puits et des réservoirs d'eau potable.

7) Afin de garantir la réalisation d'un ensilage de qualité, le silo devra être bien tassé et hermétiquement clos. Lorsqu'un silo est réalisé dans des conditions défavorables, notamment lorsque le fourrage ensilé renferme moins de 20 % de matière sèche, l'emploi de produits conservants est fortement indiqué.

8) Après chaque enlèvement de fourrages, le silo renfermant un ensilage mal réussi est à renfermer soigneusement.

9) En cas de putréfaction éventuelle les fourrages sont enlevés et transportés sur une décharge autorisée à cet effet, ou vers un endroit approprié situé en dehors des agglomérations où l'enfouissement est obligatoire en cas d'incommodation possible du voisinage.

10) L'exploitant est tenu à maintenir les installations et ses alentours dans un état adéquat de propreté notamment en ce qui concerne les matériaux de couverture. Ces

matériaux seront à recycler dans la mesure du possible ou à éliminer conformément à la législation relative à l'élimination des déchets.

11) Il est à observer le règlement grand-ducal du 20 septembre 1994 concernant l'utilisation de fertilisants organiques dans l'agriculture.

**Article 2:** Le présent arrêté est transmis à l'Inspection du Travail et des Mines aux fins de notification au demandeur conformément aux prescriptions de la loi du 9 mai 1990.

**Article 3:** Contre la présente décision d'autorisation un recours peut être interjeté auprès du Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, qui statuera en dernière instance et comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision, par requête signée d'un avocat.

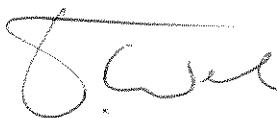
Le Ministre de l'Environnement,

par délégation

Le Directeur de

l'Administration de l'Environnement

par sous-délégation



Théo WEBER

Directeur adjoint

